



Aux États-Unis, plus difficile de servir public et privé en même temps

Le parlement américain a voté une loi qui muscle les conditions selon lesquelles des prestataires privés peuvent simultanément servir le secteur public et le secteur privé. En toile de fond, les révélations sur les missions effectuées par McKinsey en faveur des fabricants d'antidouleurs, qui ont tué plusieurs centaines de milliers de personnes en 20 ans, et parallèlement pour l'agence de régulation des médicaments qui a pour mission de juguler ce type de crise sanitaire.

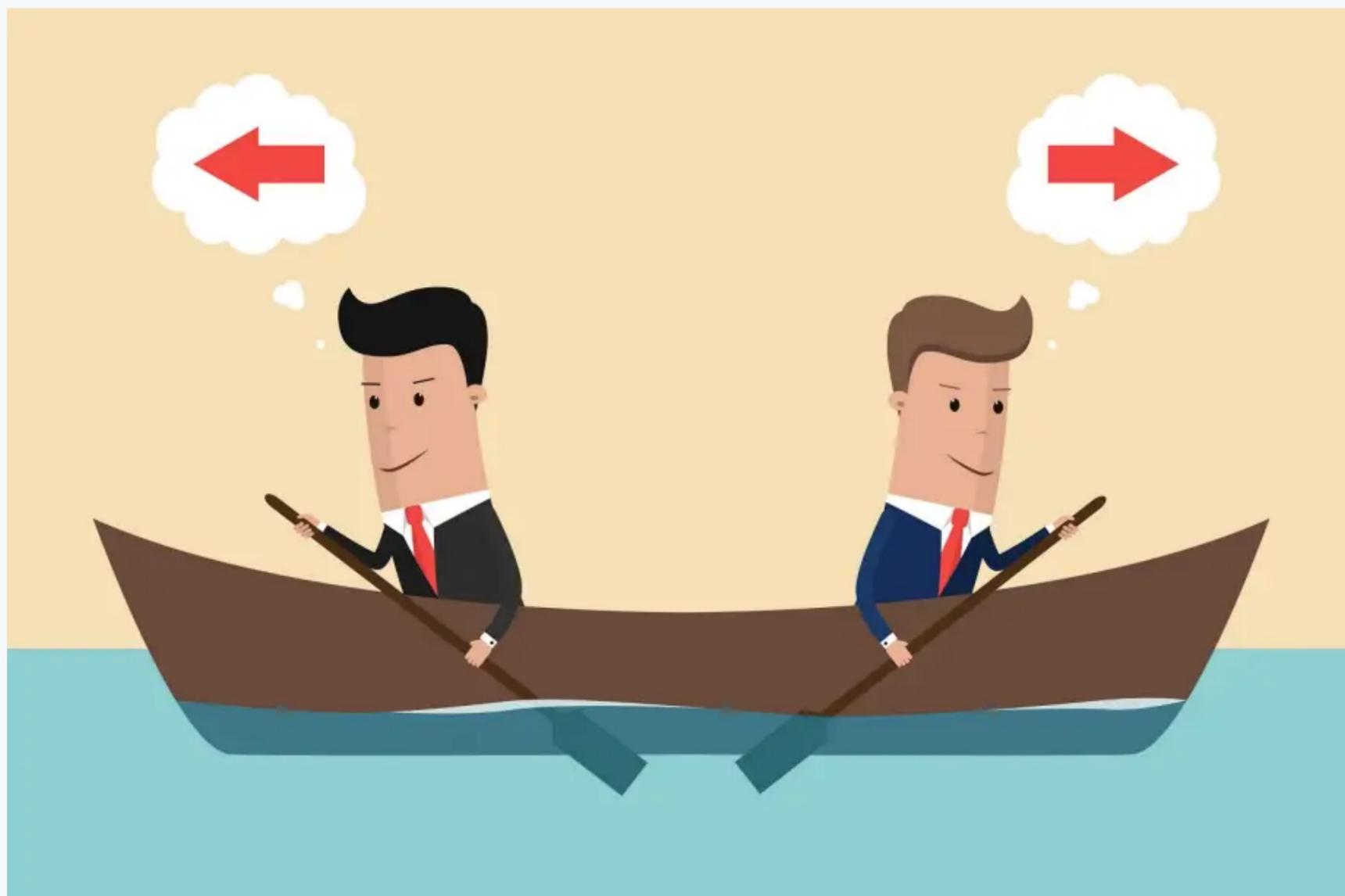
 [McKinsey](#)

par Consultor

Publié le 05 Jan. 2023 à 05:00



 [0 commentaire](#)



© spyrakot

Le 15 décembre 2022, la Chambre des Représentants, la chambre basse du parlement américain, a voté une loi qui entend limiter les risques de conflits d'intérêts dans les achats publics (voir le [texte de loi](#)). Le texte a été promulgué dans la foulée par le président Joe Biden.

Objectif du texte : identifier et limiter les risques de conflits d'intérêts entre des contrats réalisés par des prestataires privés au service d'organismes publics et les autres contrats de ces prestataires dans le secteur privé.

« Le gouvernement fédéral contractualise avec des sociétés privées pour assurer la bonne marche de responsabilités gouvernementales importantes [...]. Cependant, de nombreux prestataires réalisent également des missions dans le secteur privé, ce qui peut soulever des questions quant à la fiabilité des projets fédéraux si une gestion appropriée n'est pas mise en œuvre », écrivent plusieurs parlementaires après le vote de cette loi.

En ligne de mire directe, les informations révélées par la presse, puis par une commission parlementaire selon lesquelles [McKinsey a travaillé simultanément pour les laboratoires pharmaceutiques producteurs d'antidouleurs \(opioïdes\), dont la surconsommation a entraîné 500 000 décès en 20 ans, et pour la FDA](#), l'agence fédérale chargée de juguler ce type de crise sanitaire.

à lire aussi

[FRANCE](#) 16/02/21

McKinsey et les opioïdes : le syndrome Lance Armstrong

Paiement colossal équivalent à 5 % de son chiffre d'affaires annuel, nouvelles règles de protection contre les conflits d'intérêts dans le secteur public, obligation d'archiver tous les documents de chacune de ses missions : l'accord conclu par [McKinsey](#) avec une cinquantaine de procureur...



« Le gouvernement fédéral n'aurait pas dû faire travailler les mêmes salariés de McKinsey qui travaillaient simultanément pour les fabricants d'opioïdes », a déclaré la sénatrice du New Hampshire Maggie Hassan, une des parlementaires qui a promu et voté la loi.

« McKinsey a été payé 140 millions de dollars depuis 2008 par la FDA pour l'aider à superviser son travail de suivi des compagnies pharmaceutiques – y compris pour l'aider à déterminer la sécurité et l'efficacité des prescriptions des médicaments antidouleurs. Dans le même temps, McKinsey n'avait pas fait savoir à la FDA qu'il était également missionné par plusieurs labos pour les aider à distribuer le plus efficacement leurs médicaments antidouleurs », notent encore les parlementaires à l'issue de ce vote.

La loi prévoit la mise en œuvre de process dédié au sein des agences fédérales devant leur permettre de prévenir ce type de conflits d'intérêts, et de les identifier rapidement dans les processus d'attribution de marchés. Les prestataires privés seront ainsi tenus à des obligations déclaratives concernant toutes les missions en cours dans le privé qui pourraient les mettre en porte-à-faux avec un nouveau marché dans le secteur public.

En France, deux ans de polémique sur le recours au cabinet de conseil auprès de l'État ont abouti au vote d'une proposition de loi au Sénat dont une partie va dans le même sens que la nouvelle législation. [En France, cette proposition de loi attend encore son vote à l'Assemblée nationale.](#)

Si cette loi se matérialisait par une réduction des encours publics de McKinsey aux États-Unis, ce ne serait pas la première fois que le cabinet se ferait tacler sur des marchés-cadres fédéraux d'ampleur (voir notre article sur [les services généraux du gouvernement fédéral qui avait exclu McKinsey de la reconduction d'un contrat](#)).



Un tuyau intéressant à partager ?

Vous avez une information dont le monde devrait entendre parler ?
Une rumeur de fusion en cours ? Nous voulons savoir !

écrivez en direct à la rédaction !

commentaire (0)

soyez le premier à réagir à cette information

ajouter un commentaire

VOTRE NOM *

VOTRE COMMENTAIRE *

1024 caractère(s) restant(s).

 I'm not a robot

reCAPTCHA
Privacy - Terms

envoyer

sur le même sujet

[US : les conseils de McKinsey au géant de l'énergie PG&E lui coûtent cher](#)

[Au Canada, l'ancien patron de McKinsey sous le feu des questions parlementaires](#)

[Antidouleurs aux US : l'addition s'alourdit pour McKinsey](#)

[Russie-US : McKinsey des deux côtés du mur](#)

[Missions pour les Big Pharma et la FDA : aucune contre-indication selon McKinsey](#)

[McKinsey et les opioïdes : le syndrome Lance Armstrong](#)

[Exclusif – Tests, vaccins : dans les coulisses de la polémique McKinsey](#)

[Kito de Boer, Monsieur secteur public de McKinsey](#)

secteur public



SECTEUR PUBLIC 20/03/23



SECTEUR PUBLIC 14/03/23

Pôle Emploi fait cavalier seul avec son propre marché de conseil

L'établissement public chargé de l'emploi en France vient de lancer un appel d'offres de prestations intellectuelles. Le dernier, en 2019, s'élevait à quelque 23 millions d'euros. Pôle Emploi ayant déjà décidé de ne pas faire partie de l'accord-cadre de la DITP.



SECTEUR PUBLIC 10/03/23

Participation citoyenne : le CESE dégage ses consultants

Le cabinet Roland Berger vient d'être officialisé comme l'un des attributaires du marché du Conseil économique, social et environnemental (CESE) dans l'accompagnement des opérations de participation citoyenne.



SECTEUR PUBLIC 07/03/23

Rapport sur le métier d'enseignant : McKinsey a-t-il fait le taf ?

Le rapport de 2020 réalisé par McKinsey sur les évolutions nécessaires du métier d'enseignant est public depuis peu. Un « enseignement » longtemps resté – sciemment – dans l'ombre, qui pose question tant sur la forme que sur le fond.



SECTEUR PUBLIC 28/02/23

Décolonisation de la Nouvelle-Calédonie : Roland Berger et CMI, au...

État : Les nouvelles missions de conseil révélées par Matignon

Après deux ans et demi de polémique sur le recours par l'État à des cabinets de conseil privés, l'Inspection générale des finances (IGF), mandatée en ce sens par la Première ministre Élisabeth Borne, a fait le tour des ministères pour vérifier la mise en œuvre des garde-fous qui le...



SECTEUR PUBLIC 07/03/23

UK : sur le consulting, Downing Street rouvre les vannes

Depuis fin janvier, le gouvernement britannique a supprimé plusieurs des restrictions qui pesaient sur le conseil au secteur public, en lien avec sa volonté affichée jusque-là de réduire le recours aux consultants extérieurs. Une décision qui contraste avec le récent changement de ca...



SECTEUR PUBLIC 03/03/23

Exclusif – À l'UGAP, 48 commandes en quatre mois pour PwC

Cinq mois après que l'UGAP, la centrale d'achat, a mis sur les rails le second marché pluriannuel de conseil en stratégie de son histoire, PwC, son attributaire, a reçu 48 commandes. C'est 30 % du total des 170 commandes de missions de conseil en stratégie qui avaient été...



SECTEUR PUBLIC 16/02/23

McKinsey : le duo avec En Marche épinglé et nouvelles perquisitions

À la suite du dernier référendum d'autodétermination de décembre 2021, les deux cabinets ont été mandatés par l'exécutif français pour réaliser un audit de la décolonisation d'une part, et un bilan des accords de Nouméa d'autre part. Les rapports sont attendus en juin 2023.

Deux fiches d'évaluation annuelles de l'ancien patron des activités publiques de McKinsey en France, consultées par le Nouvel Obs, témoignent à nouveau de liens répétés entre le cabinet et Emmanuel Macron. Par ailleurs, de nouvelles perquisitions sont intervenues chez...



[SECTEUR PUBLIC](#) 13/02/23

Etat et conseil : le gouvernement sort du bois

Un nouveau marché de conseil très encadré auprès des acteurs publics. Voilà ce que nous promet le gouvernement depuis plusieurs mois via notamment le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guérini. À l'heure de la publication officielle de l'avis de marché...

[à la une](#) / [articles](#) / Aux États-Unis, plus difficile de servir public et privé en même temps

EXPERTISES SECTORIELLES

[automobile - mobilités](#)

[aéronautique - défense](#)

[grande consommation, luxe](#)

[distribution](#)

[énergie - environnement](#)

[pharmacie - santé](#)

[services](#)

[construction - immobilier](#)

[industrie lourde](#)

[services financiers](#)

[tech - telecom - media](#)

[secteur public](#)

[transports - tourisme](#)

[private equity](#)

CARRIERE

[agenda](#)

[offres d'emploi](#)

[sujets de cas](#)

[les clés pour réussir ses entretiens](#)

[manuel de survie](#)

[l'après-conseil](#)

GUIDE ET ANNUAIRE

[guide des cabinets de conseil en stratégie](#)

[annuaire des associés](#)



[à propos](#) - [mentions légales](#) - [contact](#)